

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, le député est encore mon ami. Je dois l'assurer qu'il est tout simplement un peu trop susceptible. Je ne faisais qu'établir un principe pour sa gouverne.

M. Railton: Merci beaucoup. Très bien.

M. Stevens: J'aimerais montrer aux députés à quoi nous mènent les déficits actuels. A supposer que les dépenses du gouvernement continuent d'augmenter à un rythme d'environ 9 p. 100 par année et que les revenus se situent à peu près aux niveaux anticipés par le ministre des Finances (M. Chrétien), soit de 4 à peut-être 4.5 p. 100, voici les déficits avec lesquels nous pourrions nous retrouver. Comme on nous l'a dit hier soir, le déficit budgétaire pour l'année financière 1979 n'était pas de 10.9 milliards de dollars comme on nous l'avait dit pas plus tard que le 10 avril dernier, mais de 12.1 milliards. Le chiffre qu'on nous a fourni hier soir représente une augmentation de 1.2 milliard par rapport au chiffre du 10 avril.

On nous a aussi parlé hier soir du déficit budgétaire, qui pourrait être plus élevé encore une fois parce qu'on ne peut pas se fier aux chiffres du ministre. A de nombreuses reprises, ses chiffres se sont révélés trop bas. Mais, hier soir, il a admis entrevoir un déficit budgétaire de 12.95 milliards soit presque 13 milliards de dollars pour l'année financière 1980. Allons un peu plus loin. Si nous projetons ce chiffre, nous voyons qu'en 1983 le déficit du gouvernement sera d'au moins 16 milliards de dollars et que le déficit global de la période allant de 1979 à 1983 inclus atteindra presque 70 milliards de dollars.

M. Martin: C'est ridicule!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, tels sont les faits. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Martin) a dit que c'était ridicule, et je suis d'accord avec lui. Il est ridicule en effet que le gouvernement laisse l'économie aller à la dérive. Si nous lisons les révélations faites hier soir par le ministre des Finances, sans oublier le fait que le premier ministre a déclaré à la Chambre et lors d'une conférence de presse qu'il prévoyait un déficit encore plus élevé, le vérité saute aux yeux: sur cinq ans, cela nous donne un déficit de 70 milliards de dollars.

M. Martin: Monsieur l'Orateur, apparemment, mes paroles ont été mal interprétées. J'ai dit que le député de York-Simcoe (M. Stevens) était ridicule de prétendre que les chiffres qu'il lance en l'air sont vraiment ceux du budget.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Si la présidence autorise les députés à lancer des commentaires de leur fauteuil, nous aurions des rappels au Règlement tous les jours. Le député pourra faire une mise au point lorsqu'il aura la parole.

M. Stevens: Merci, monsieur l'Orateur. Comme d'habitude, vous faites preuve d'une grande justice. Je répondrai au secrétaire parlementaire que, s'il a des chiffres prouvant le contraire, qu'il les montre.

M. Clark: C'est juste.

M. Stevens: Voilà ce que nous demandons au gouvernement de faire. Il devrait cesser d'offrir des solutions improvisées

Budget—M. Stevens

pour régler la situation du pays. Voyons les effets à long terme de ce budget et quels sont les déficits, les dépenses, et les recettes prévus pour les prochaines années.

J'aimerais également aborder d'autres questions. Non seulement nos finances accusent le déficit dont j'ai parlé, mais le gouvernement joue les illusionnistes en trafiquant les livres. Voilà ce qui se passe. Le gouvernement a quelques petits tours dans son sac. D'un côté il peut montrer que ses dépenses diminuent, ce qui fait meilleur effet, mais il ne montre pas clairement que, si les dépenses diminuent, les recettes aussi. Le résultat c'est que le déficit augmente et pourtant le gouvernement prétend que les dépenses diminuent ou du moins, qu'elles n'augmentent pas autant.

● (1232)

Voilà peut-être l'une des mesures les plus graves prises par le gouvernement. En bref, il est occupé à maquiller les livres afin de rendre la situation un peu moins difficile à accepter et ne se rend pas compte qu'il nous met tout doucement dans une position économique pire encore que celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Permettez-moi de vous en donner un exemple. Si l'on examine les chiffres que nous avons devant nous, on s'aperçoit que la perte des recettes tirées de la taxe de vente provinciale n'apparaît pas au poste des dépenses pour l'année courante mais apparaît sous la rubrique diversion des recettes. Le gouvernement va prendre ces centaines de millions de dollars et les ajouter au poste des dépenses. Il justifie cette manœuvre en prétendant qu'il ne s'agit pas vraiment d'une dépense, mais tout simplement d'une diversion des recettes.

Voyons à présent ce qu'il propose pour l'allocation aux familles. Les députés de ce côté-ci ne s'opposent pas à consentir \$200 supplémentaires par enfant aux familles canadiennes mais nous devons bien nous rendre compte, comme on nous l'a montré hier soir, des répercussions sur le budget du réaménagement des allocations aux familles. En résumé, le gouvernement va diminuer d'environ \$8 le montant des allocations aux familles ce qui fera passer l'allocation pour l'année prochaine de \$28 à \$20, c'est-à-dire qu'il fait tout le contraire de l'indexer. Grâce à cette méthode, le gouvernement va pouvoir économiser 690 millions de dollars. Voilà pour les dépenses. Du côté des recettes, le gouvernement a pris 810 millions de recettes qu'il va répartir en accordant aux familles canadiennes un crédit d'impôt sur le revenu de \$200 à titre des enfants. Cela lui permettra de donner l'impression qu'il réduit ses dépenses alors qu'en fait le déficit est aussi élevé, sinon plus qu'auparavant. Il faut donc bien examiner les chiffres.

Pour ce qui est de la falsification des comptes, j'aimerais aborder le sujet des sociétés de la Couronne et à cet égard les députés de ce côté-ci estiment inquiétantes les mesures prises par le gouvernement. Ce serait très bien si nous avions une société de la Couronne et si le gouvernement en place ne nous cachait pas les conséquences financières du déficit de cette société. Mais malheureusement, le gouvernement actuel les camoufle et dissimule les emprunts de cette société afin qu'il n'y paraisse pas. Voilà ce qui se passe.